



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 21 AU 28 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	5
ASIE - PACIFIQUE.....	16
EUROPE	19
PROCHE & MOYEN ORIENT	26
RUSSIE	29



AFRIQUE

ETHIOPIE : ACCORD DE PAIX PRECAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES REBELLES DE L'OGADEN.

Dimanche 21 octobre, les rebelles sécessionnistes de l'ONLF (Ogaden National Liberation Front) et le gouvernement éthiopien ont conclu un accord de paix. Réunis à Asmara, la capitale de l'Érythrée voisine, les deux belligérants décident officiellement d'ancrer leur lutte politique dans un cadre pacifique.

L'ONLF se bat depuis 1994 pour l'indépendance de l'Ogaden. Cette région du Sud-Ouest de l'Éthiopie, majoritairement peuplée de Somalis de confession musulmane, est, pour l'organisation rebelle, sous « l'occupation du gouvernement éthiopien ». Après 34 ans de conflit armé, la situation s'est débloquée en juin dernier. Le Parlement éthiopien, sur avis du gouvernement, a en effet supprimé le mouvement de sa liste d'institutions terroristes. Prenant « en considération l'appel à la paix », et afin de trouver une « solution durable au conflit », l'ONLF annonce le 12 août dernier un cessez-le-feu unilatéral. La rencontre à Asmara de cette semaine est le fruit de cette progressive baisse des tensions.

La solution n'est pourtant pas réglée. Les deux parties au traité se sont engagées à former un comité chargé de discuter des « problèmes de fond », ainsi que le respect des principes constitutionnels, sous-entendus la forme fédérale de l'Etat éthiopien. Les deux problématiques principales concerneront donc le désarmement du groupe rebelle, et le passage d'un discours indépendantiste à un discours autonomiste au sein d'un Etat fédéral. Bien que la volonté politique soit affichée, aucun indice tangible n'a été donné par l'ONLF en ce sens.

NIGERIA : DEPLOIEMENT DE L'OPERATION « SOURIRE DU CROCODILE III »

L'armée nigériane a lancé, ce jeudi 25 octobre, une opération militaire dans le Sud-Est du pays.

L'opération *Sourire du crocodile III* vise le déploiement de 800 hommes pendant un mois dans l'Etat fédéré de Cross River. La première puissance économique africaine tente par cette opération de renforcer sa présence sur les quelques 1690 km de frontière qu'il partage avec des régions camerounaises en proie à une



insécurité grandissante. Les autorités nigérianes expliquent par ce biais vouloir accroître leur contrôle sur les flux de biens et de personnes entre les deux États. Le déploiement de troupes sera donc doublé par la construction de « bases militaires d'observation », construites quant à elles sur le long terme.

L'objectif ultime de cette opération est de lutter contre le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires, deux phénomènes touchant le Sud du Nigeria. Ces pratiques alimentent directement les groupes indépendantistes camerounais, augmentant l'insécurité et les mouvements de population. La République fédérale du Nigeria refuse cependant de fermer ses frontières. Christian Ita, porte-parole du gouvernement interrogé par le journal *Le Monde*, résume ainsi la problématique : « Si on ferme nos frontières qu'est-ce qu'il adviendra de tous ces Camerounais qui ne sont pas des combattants ? Ils fuient la crise pour sauver leur vie ».

CAMEROUN : PAUL BIYA REELU POUR UN SEPTIEME MANDAT.

Paul Biya s'apprête à entamer son septième mandat à la tête du Cameroun. Le chaos politique et les violences des dernières semaines n'auront finalement pas changé l'issue du scrutin. Selon les résultats officiels, il aurait recueilli 71,3% des votes, soit la majorité des voix dans 9 régions du pays sur 10. La semaine dernière, le Conseil constitutionnel rejetait les appels de l'opposition à une nouvelle élection. Dans la foulée, la police anti-émeute était déployée dans les villes de Yaoundé et de Douala pour prévenir des manifestations de l'opposition. Le premier rival de P. Biya, Maurice Kamto, candidat du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) a quant à lui récolté moins de 15% des voix. Dans l'ensemble du pays, seule la moitié de la population camerounaise en âge de voter a participé au scrutin. Des dizaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans l'impossibilité de voter en raison de l'insécurité. Les menaces de violence exercées par les rebelles dans les régions anglophones contre de potentiels électeurs auraient dissuadé beaucoup de personnes de voter. Le jour des élections, trois séparatistes accusés d'avoir ouvert le feu sur des passants ont été abattus par les forces de sécurité. Certains rebelles ont également tenté de perturber le transport des urnes en réclamant une interdiction totale de tout déplacement. Selon l'International Crisis Group, le taux de participation électorale dans les deux régions anglophones n'a pas excédé les 5%. Les chiffres officiels indiquent un taux de participation de près de 16% dans la région anglophone du Sud-Ouest.





AMERIQUE - ETATS-UNIS

USMC : DES F-35 CLOUES AU SOL SUITE A LA DECOUVERTE D'UNE NOUVELLE PIECE DEFECTUEUSE

Le bureau en charge du programme *F-35* a annoncé qu'un lot d'aéronefs devrait être maintenu au sol après la découverte de deux pièces du réservoir qui pourraient être défectueuses, suite à l'inspection menée en réponse au crash à l'entraînement d'un de ces avions en septembre 2018. Une vingtaine d'aéronefs devraient être concernés, le bureau ayant ciblé ceux qui ont déjà accumulé un grand nombre d'heures de vol, essentiellement la version B fortement employée par le corps des *Marines*, les autres poursuivant le cours normal de leurs opérations. Ce nouvel incident représente pourtant un désaveu supplémentaire pour cet aéronef furtif de dernière génération, alors que le projet est critiqué aux Etats-Unis et que l'aviation américaine est en période de crise (cf. notre [article](#) sur le sujet). Serait mis en cause dans ce dossier le fabricant *Pratt and Whitney* et la méthode employée dans la fabrication des pièces qui ne résisteraient pas à l'usure.

RUSSIE : PREMIERE CYBER-OPERATION D'ENVERGURE

Elle pourrait être qualifiée de contre-offensive dans un contexte de guerre informationnelle : une cyber-opération a été menée pour la première fois (du moins officiellement reconnue) de la part des Etats-Unis à l'encontre de la Russie en prévision des élections de mi-mandat de novembre, alors que le scandale de la cyber-ingérence russe avait marqué les dernières élections nationales. Le commandement cyber américain a ainsi ciblé des personnalités russes soupçonnées d'avoir interféré dans la dernière campagne et a eu pour mission de les dissuader de réitérer leur action, sans que le mode opératoire n'ait été à ce jour révélé.

Si la procédure semble à certains mesurée, aucune sanction n'étant à l'horizon pour ces individus, il n'en reste pas moins que l'action, et la publicité dont elle fait l'objet, sont une première aux Etats-Unis. De plus, il faut se rappeler que la dissuasion joue avant tout sur la volonté et sur la conviction. Il ne s'agit pas de mener une action coercitive mais de convaincre l'autre que l'on en a la volonté et les moyens. Un cyber-combattant qui se sait identifié et désigné comme tel par les Etats-Unis décidera peut-être de ne pas revêtir le costume de cyber-franc-tireur en novembre. A l'inverse, une action directement coercitive aurait pu le conduire à réagir, ce que



les Etats-Unis ne souhaitent pas et ce dont il n'est pas certain qu'ils seraient pleinement en mesure d'y faire face, alors même que les bornes et les règles du cyber-combat ne sont pas définies. Dans cette zone grise de la guerre, il est prudent de ne pas dévoiler toutes ses cartes à la fois.

AFGHANISTAN : DES PILOTES FORMES PAR LES ETATS-UNIS ASSASSINES

Deux pilotes des forces aériennes afghanes formés par les Etats-Unis ont fait l'objet d'assassinats ciblés. L'un était un des rares officiers mécaniciens navigants sur *C-130* tandis que l'autre était un colonel, pilote de *C-130*. Ces meurtres mettent en exergue la question de la protection des personnels de la composante aérienne des forces afghanes, qui constituent des cibles de choix (en et hors service) pour les Talibans et Daech du fait de leur rôle crucial et de l'investissement que représente leur formation. En effet, l'un des piliers de la stratégie américaine en Afghanistan consiste à reconstruire une force aérienne afghane visant à renforcer l'autonomie des opérations conduites par les soldats afghans, en particulier en matière de transport, d'évacuation sanitaire et d'appui-feu. Cette volonté se traduit par un plan d'investissement américain visant à investir plus de 11Mds\$ afin d'augmenter de 20% le nombre de personnels des forces aériennes (soit 3000 hommes supplémentaires) et de tripler le nombre d'aéronefs d'ici à 2023. Les deux officiers tués faisaient partie d'un programme de formation sur huit ans, dans lequel 6,6Mds\$ ont été investis.

Les forces aériennes afghanes comportent environ 9000 hommes et conduisent désormais plus de sorties que les aéronefs de l'*US Air Force* selon l'Inspecteur spécial pour la reconstruction en Afghanistan (SIGAR).

AFGHANISTAN : UN GENERAL AMERICAIN BLESSE LORS D'UNE ATTAQUE DES TALIBANS

Une attaque conduite par les Talibans la semaine dernière dans la résidence du gouverneur de la province de Kandahar s'était soldée par la mort de deux dirigeants afghans, dont un chef de la police afghane jouant un rôle pivot. Côté américain, si le général Scott Miller, commandant en chef des forces américaines dans le pays, était sorti indemne de l'attaque, le Pentagone a confirmé que le *Brigadier General* Jeffrey Smiley, en charge de la mission de formation et d'entraînement des forces afghanes dans le sud du pays, avait été blessé par balle et rapatrié aux Etats-Unis.

Au-delà de l'attaque mentionnée, 10 candidats aux élections parlementaires ont été assassinés durant la campagne, et les élections elles-mêmes ont été le théâtre d'une



vague d'attentats faisant plusieurs dizaines de victimes, tandis qu'un soldat de l'Otan a été tué dans la province de Herat au cours d'une attaque venant de l'intérieur. Nonobstant le maintien de cet environnement sécuritaire marqué par une grande violence, le général Joseph Votel, à la tête du Commandement pour le Moyen-Orient (*Centcom*), a fait part de sa confiance dans la résilience des forces de sécurité afghanes, dans leur capacité à sécuriser les élections parlementaires en cours, et a réitéré le soutien des Etats-Unis. Un porte-parole du Pentagone a estimé que la stratégie américaine pour l'Afghanistan portait ses fruits, notant la forte diminution du nombre d'attaques, attribuée à la montée en puissance des forces afghanes. En particulier, dans un contexte électoral, le nombre d'attaques en lien avec le scrutin était inférieur de deux tiers à celui auquel avaient donné lieu les élections de 2010.

COREE DU SUD : ANNULATION DE L'EXERCICE «*VIGILANT ACE 2018*»

Le Pentagone a annoncé vendredi 19 l'annulation de l'édition 2018 de l'exercice aérien bilatéral *Vigilant Ace*, dans le cadre des efforts visant à soutenir le processus diplomatique portant sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Cet exercice qui se tient annuellement en décembre, est un entraînement de grande envergure, impliquant en moyenne 12000 hommes. L'édition 2017 avait ainsi vu la participation de plus de 230 avions de combat et de soutien américains (dont des F-22 et des F-35) et sud-coréens.

SYRIE : VISITES DU COMMANDANT DES FORCES AMERICAINES POUR LE MOYEN-ORIENT ET DE L'ENVOYE SPECIAL DES ETATS-UNIS POUR LA SYRIE

Le général Joseph Votel, à la tête du Commandement pour le Moyen-Orient (*Centcom*), s'est rendu lundi 22 sur la base avancée d'al-Tanf, à proximité des frontières irakiennes et jordaniennes. Il a mis en exergue le caractère prioritaire de la mission de lutte contre Daech, reconnaissant néanmoins que la présence américaine visait à avoir un « *effet indirect sur certaines des activités hostiles que l'Iran et ses diverses forces affiliées souhaiteraient conduire dans cette zone* ». Cette visite souligne l'importance stratégique de la base d'al-Tanf, ouverte en 2015 et abritant entre 200 et 300 soldats américains et de la coalition chargés de conduire des missions de formation et d'accompagnement des forces d'opposition syriennes impliquées dans la lutte contre Daech. Cette base avancée se situe également sur la route reliant les forces soutenues par Téhéran au sud-Liban, jouant donc vraisemblablement un rôle d'endiguement de la présence iranienne en Syrie.



Parallèlement, James Jeffrey, envoyé spécial des Etats-Unis pour la Syrie, a effectué une visite dans la ville de Manbij, au nord du pays, où des patrouilles conjointes américano-turques devraient bientôt prendre place, dans le cadre d'un travail de réduction des tensions bilatérales autour de la question des forces kurdes des YPG. Ces dernières, majoritaires au sein des Forces Démocratiques Syriennes, avaient largement contribué à la libération de la ville en 2016 mais avaient dû s'en retirer sous la pression turque, Ankara considérant l'YPG comme un groupe terroriste du fait de ses liens avec l'insurrection kurde dans le sud de la Turquie.

ESTONIE : LES ETATS-UNIS INVESTISSENT 14M\$ POUR MODERNISER UNE BASE AERIENNE

Des responsables de l'*US Air Force* en Europe et en Afrique (USAFE-AFAFRICA), ont annoncé que les Etats-Unis allaient investir 14M\$ dans des travaux de modernisation des infrastructures de la base aérienne estonienne d'Amari, à l'ouest de la capitale Tallinn. L'enjeu explicitement reconnu est de renforcer la protection des alliés européens les plus vulnérables des Etats-Unis devant une potentielle agression russe. Les nouvelles infrastructures seront utilisées conjointement par les forces estoniennes, américaines et de l'Otan afin de conduire des opérations de patrouille dans l'espace aérien baltique. Cette modernisation et cet agrandissement doivent également faciliter le déploiement de forces et les opérations en cas de crise dans la région.

CANADA : EXERCICE BILATERAL DE DEFENSE AERIENNE

Du 24 au 28 s'est tenu la treizième édition de l'exercice bilatéral *Vigilant Shield* impliquant le NORAD (commandement bi-national chargé de la surveillance et du contrôle de l'espace aérien nord-américain) et le commandement américain pour l'Amérique du Nord (*Northcom*). Cet exercice de niveau commandement, articulé autour d'une simulation, a vu la participation de 5500 personnels des différentes Armées.

FRONTIERE MEXICAINE : ENVOI DE RENFORTS MILITAIRES

Le Pentagone a annoncé l'envoi de 800 soldats d'active à la frontière américano-mexicaine. Ils viendront renforcer les 2100 hommes de la Garde nationale déjà déployés le long de la frontière. Ces personnels conduiront des missions administratives et techniques, et non des opérations de police, ils ne prendront



donc pas part aux efforts d'entrave des flux d'immigration illégale. L'envoi de ces renforts est vraisemblablement à mettre en relation avec l'approche de la « *Caravane* » en provenance d'Amérique centrale.

US NAVY : LA FLOTTE LOGISTIQUE EN FORT DECLIN

Selon un rapport remis par l'*US Navy* au Congrès, la flotte de transport américaine risque de faire face à une crise systémique d'ici la fin de la décennie 2020 si elle ne fait pas l'objet d'une modernisation d'ampleur. Composée d'environ 87 navires, cette flotte, si elle est moins sous les projecteurs que les unités de combat de la *Navy* joue pourtant un rôle crucial dans les capacités de projection de force américaine. En effet, en cas de conflit de haute intensité, elle assurerait 90% du transport des soldats et matériels de l'*Army* et du *Marine Corps*. La flotte de transport se trouve déjà entravée par des coûts de maintenance en hausse et des déficits de personnel, mais cette situation pourrait rapidement atteindre un seuil critique. En effet, les navires qui la composent sont en service depuis environ 40 ans, et atteindront 50 ans en 2028, entraînant nécessairement le retrait de nombreux bâtiments, portant ainsi atteinte aux capacités de projection de force américaines. Plus précisément, alors que les études successives de la *Navy* estiment à environ 2000000m² la surface de transport requise pour les opérations américaines, selon le dernier rapport de la *Navy*, la dynamique actuelle risque de conduire à disposer de moins de la moitié d'ici 2035.

Afin d'enrayer cette dynamique, la *Navy* a mis en place une stratégie triple : 1) acheter des cargos d'occasion et les adapter pour un usage militaire; 2) construire une nouvelle classe de bâtiments de transport multi-usage, dits *CHAMP* (*Common Hull Auxiliary Multi-Mission Platform*); 3) conduire des extensions de durée de vie pour certains des navires existants. La *Navy* a déjà consacré 242M\$ à la modernisation de bâtiments existants et envisage d'allonger la durée de service de 31 bâtiments, ce qui risque de causer des complexités de maintenance. La première option commence à être explorée et la *Navy* estime à 26 le nombre de navires d'occasion qui seraient nécessaires pour atteindre la surface de transport requise. Les lois d'appropriation de la défense 2018 et 2019 autorisent l'acquisition de sept navires d'occasion.

Enfin, le Congrès a demandé à la *Navy* de lui soumettre un plan d'acquisition de bâtiments neufs, le programme *CHAMP*. Ce programme viserait à combiner cinq classes de navires de transport en une plateforme unique, uniformisation qui devrait permettre de réduire les coûts. Le nouveau bâtiment devra pouvoir conduire les missions suivantes : transport stratégique, soutien à la maintenance d'aéronefs, services médicaux, commandement et contrôle, et enfin maintenance de



sous-marins. Ce panel très large fait craindre à certains qu'un seul type de navire ne serait pas l'option la plus pertinente. En cas de non-aboutissement du programme *CHAMP*, la *Navy* devra rapidement identifier de nouvelles pistes pour conserver le soutien du Congrès et surtout, pour anticiper la crise qui se profile.

EXERCICE *TRIDENT JUNCTURE* : PARTICIPATION DES ETATS-UNIS

Près de 50 000 soldats américains et des pays de l'OTAN prennent part à l'exercice *Trident Juncture*, le plus important depuis la fin de la Guerre Froide. Depuis jeudi 25 octobre et jusqu'au 23 novembre, ces forces opèrent sur terre, en mer et dans les airs afin de mettre à l'épreuve les capacités de l'OTAN à répondre à un événement majeur. Ces troupes sont issues des 29 pays alliés ainsi que de la Finlande et la Suède. 65 navires, 150 avions et 10 000 véhicules participent également à l'exercice qui ne se déroule pas près des frontières russes bien que le déploiement de ces forces reste un message envoyé à la Russie souhaitant étendre son influence et ses capacités dans la région arctique. James Mattis a expliqué au début du mois à Bruxelles que l'exercice *Trident Juncture* ne devait néanmoins pas être interprété comme une attaque ou une tentative de déstabilisation. 14 000 soldats américains participent à cet exercice et vendredi dernier, le groupe aéronaval *Carrier Strike Group Eight* articulé autour du porte-avions *USS Harry S. Truman* a franchi le cercle arctique en mer de Norvège, une première pour un groupe comprenant un porte-avions américain depuis près de 30 ans (cf. brève précédente).

RELATION SINO-AMERICAINE : POINT DE SITUATION

Deux navires de l'*US Navy*, un destroyer et un croiseur, ont traversé le détroit de Formose lundi 22 octobre. Cet événement a été qualifié de « *passage de routine dans les eaux internationales* » par le ministre de la Défense taïwanais. Les autorités chinoises n'ont pas encore réagi à cette évolution mais elles se montrent d'habitude très virulentes lors du transit de bâtiments américains entre la Chine et Taïwan. La présence dans la région de ces deux navires, l'*USS Curtis Wilbur* et l'*USS Antietam*, est un signe de l'engagement américain en faveur de la défense de la liberté de navigation dans la zone Indo-Pacifique ainsi que de la coopération avec les pays de la région : l'*USS Antietam* vient de faire escale sur une île sud-coréenne après avoir participé à des manœuvres avec la Marine royale thaïlandaise en mer de Chine méridionale. Le porte-parole de la flotte américaine du Pacifique, Nate Christensen a assuré que l'*US Navy* continuera de « *voler, naviguer et opérer* » là où le droit international le permet.



Le Pentagone a affirmé que ce transit a été réalisé en coordination et contact avec toutes les nations nécessaires et qu'il n'avait pas pour but d'exacerber les tensions dans la région. Cependant, le transit de bâtiments de guerre américains par ce détroit reste un signe fort de soutien à la liberté de navigation dans toutes les zones contestées à travers la région. Ce transit a aussi été effectué dans un climat tendu par de nombreux incidents depuis la fin de l'été ; en raison de ces tensions et de la guerre commerciale initiée par l'imposition de taxes américaines sur les biens chinois, James Mattis n'a ainsi pas pu se rendre à Pékin au début du mois.

Malgré ces tensions, les marines des pays d'Asie du Sud-Est ont effectué leurs premiers exercices aux côtés de la Chine entre le 22 et le 28 octobre et se sont mis d'accord pour effectuer un exercice similaire avec les États-Unis l'année prochaine. Le but exprimé par les 10 ministres de la Défense des pays de l'ASEAN est « *d'améliorer l'amitié et la confiance entre les marines des états-membres de l'ASEAN, l'Armée populaire de libération et l'US Navy* ». Ces ministres se trouvaient le week-end dernier avec James Mattis et son homologue chinois, le général Wei Feng, à Singapour pour une conférence sur la sécurité en Asie.

Les deux hommes se sont rencontrés en tête-à-tête pendant 90 minutes en marge de cette conférence et ont eu une conversation « *directe et franche* » d'après des propos rapportés de Mattis qui aurait également affirmé que ce type de conversation est précieux dans un tel climat de tensions. Les deux hommes auraient également discuté de l'invitation américaine pour que le général Wei se rende aux États-Unis.

SPACE FORCE : LE PENTAGONE DEVOILE UN PLAN INITIAL

Un document de 13 pages a été rédigé par le Pentagone sur la création d'une sixième Armée au sein des forces américaines pour la conduite d'opérations militaires dans l'espace. Ce document devrait être approfondi dans les mois qui viennent avant d'être transmis au Congrès en février 2019 avec les requêtes du Pentagone pour le budget 2020. Le document explique que la Force spatiale américaine sera composée de militaires issus de l'*US Air Force*, l'*US Navy* et de l'*US Army* mais ne devrait pas inclure les missions de renseignement stratégique, de surveillance et de reconnaissance conduites par le *National Reconnaissance Office* (une des 17 agences de renseignement américaines, en charge des satellites espions du gouvernement américain).

Le document demande aussi que la Force spatiale absorbe une partie de l'*Air Force Command*, du *Space and Naval Warfare Systems Command* de la Navy, du *Naval Satellite*



Operations Center et de la 1st *Space Brigade* de l'*Army*. Chaque Armée devrait conserver ses capacités spatiales nécessaires à la poursuite de ses opérations. Chaque Armée devrait également garder un groupe d'experts spatiaux qui serviront d'agents de liaison entre le domaine spatial et le domaine spécifique de l'Armée en question (terre, air, mer). Les infrastructures dans lesquelles ces unités seront basées resteront dans leur Armée respective en attendant que la sixième Armée « *atteigne une capacité opérationnelle appropriée* ».

Les missions de la Force spatiale devraient consister en : la conquête de l'ascendant dans l'environnement spatial, le commandement de la gestion tactique et le contrôle des forces spatiales, le transport spatial et les opérations à distance, le soutien spatial au commandement et contrôle nucléaire, la détection de missiles, les communications par satellite et les services de positionnement, de navigation, de mesure du temps par satellite (*PNT*). Les missions qui ne sont pas complètement et directement liées à l'espace, comme les missiles balistiques intercontinentaux à charge nucléaire (*ICBM*), les opérations cyber et les missions de défense antimissile, ne feront pas partie, du moins au début, des prérogatives de la Force spatiale. La Force spatiale devrait être dotée d'un Secrétaire et d'un chef d'État-major qui sera alors membre du Comité des chefs d'état-major interarmées (*Joint Chiefs of Staff*). Elle pourrait également être dotée d'une *Space National Guard* et d'une force de réserve.

Ce plan initial ne contient pas de chiffres mais des experts évaluent la création de cette force à un effort de près de 13 milliards de dollars sur 5 ans pour le contribuable américain. Au début du mois d'octobre, des membres du Pentagone avaient déclaré que le budget de cette force spatiale devrait être établi d'ici la fin du mois de novembre.





AMERIQUE LATINE

AMERIQUE CENTRALE : LA « CARAVANA » HONDURIENNE EN DIRECTION DES ETATS-UNIS

Récemment, les relations tendues entre le gouvernement nord-américain de Donald Trump et le Mexique se sont concentrées sur l'arrivée des migrants latino-américains aux Etats Unis et la possibilité d'un mur le long de la frontière entre les deux pays.

Mais désormais, un nouveau phénomène régional est susceptible de renforcer les tensions déjà existantes entre les deux parties. En effet, ces dernières semaines, une véritable « *caravane* » a entamé un mouvement à travers l'Amérique Centrale. Commencé au Honduras, le périple mené par les candidats au départ se poursuit actuellement au Guatemala puis au Mexique. L'objectif final est pour eux les Etats-Unis, puisqu'ils sont à la recherche de meilleures conditions de vie et de perspectives professionnelles. Rassemblant des citoyens honduriens et issus des pays voisins, ce convoi se compose de familles et d'individus transportant leurs biens. Les estimations portent à plusieurs centaines d'individus cette *Caravana* latino-américaine. Ce phénomène migratoire met en difficulté les pays mésoaméricains déjà affaiblis par leurs propres défis internes : crises politiques, économiques ou sociales. Le décès d'un jeune homme lors du parcours a renforcé le caractère dramatique de ce phénomène migratoire. Le Mexique souhaite encadrer l'arrivée de ce courant migratoire qui risque de renforcer le déséquilibre démographique et socio-économique national. Le président Donald Trump s'est dit prêt à mobiliser les forces armées pour contenir les migrants honduriens à la frontière avec le Mexique.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, a rappelé le bien-fondé des inquiétudes liées aux enjeux sécuritaires. Néanmoins, il a souligné l'importance de respecter les droits fondamentaux et la dignité humaine. Cette nouvelle crise migratoire intervient dans un contexte déjà difficile pour la région centraméricaine. La crise politique et économique au Nicaragua sous le régime de Daniel Ortega contribue au départ de milliers de Nicaraguayens vers le Honduras voisin. Les difficultés sociales, économiques, démographiques (migrations vers les Etats-Unis) et politiques contribuent à renforcer l'instabilité dans la région. Notons également la dégradation récente des relations mexicano-américaines malgré l'élection du nouveau Président Andrés Manuel Lopez Obrador. Dans le cadre de la prise en charge de la *Caravana*, les autorités mexicaines et nord-américaines sont susceptibles d'appliquer un plan d'action. L'*Organisation des Etats Américains (OEA)*, en tant que



structure régionale de référence, peut également contribuer à aider les migrants honduriens se dirigeant vers le nord.

CHILI : CREATION DE LA *TASK FORCE* DE LA *MACROZONE NORD*

Le président Sebastian Pinera a signé le 23 octobre dernier le décret fondateur de la *Task Force* de la *Macrozone Nord* qui associe le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique, les *Carabiniers* chiliens, la Police d'Investigation (*PDI*) et les forces armées nationales. Cette nouvelle structure permettra de lutter contre le narcotrafic, le crime organisé et la traite humaine. Elle fondera son travail et son action sur le partage des compétences et des informations entre les différents membres. Le travail de la *Task Force* s'appuiera sur un centre de contrôle moderne et équipé ainsi que sur une équipe de 25 fonctionnaires. Les travaux de la nouvelle unité seront évalués périodiquement par le Ministère de l'Intérieur. Les nouveaux locaux de la Force de la *Macrozone Nord* ont été visités par les autorités chiliennes, dont le ministre de l'Intérieur et le Président Pinera.

MEXIQUE : NOMINATION DU NOUVEAU SECRETAIRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Le nouveau Président Andrés Manuel Lopez Obrador a annoncé la nomination du prochain Secrétaire de la Défense Nationale, équivalent du ministre de la Défense au Mexique. Le général Luis Cresencio Sandoval, né dans l'Etat de Basse-Californie en 1960, est diplômé de l'Ecole Supérieure de Guerre et du Collège de Défense Nationale. Il a reçu de nombreuses décorations mexicaines et étrangères, notamment la Légion d'Honneur. Le Président Lopez Obrador a salué les efforts réalisés par l'ancien titulaire, le général Salvador Cienfuegos.

PEROU : DOUBLE NOMINATION A LA POLICE NATIONALE

Le gouvernement péruvien a procédé à une double nomination au sein de la *Police Nationale du Pérou (PNP)*. Le nouveau commandant général est le lieutenant-général José Luis Lavalle Santa Cruz. Cette nouvelle fonction est le résultat du *décret législatif 1451* relatif aux statuts de la police nationale. José Luis Lavalle était auparavant sous-directeur de la Police péruvienne. La seconde nomination concerne le lieutenant général Richard Zubiato Talledo en tant que directeur exécutif de la *PNP*. Cette charge d'un mandat de deux ans peut être reconduite d'un an supplémentaire.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE - 8E EDITION DU FORUM DE XIANGSHAN

Du 24 au 26 octobre, s'est tenue à Pékin la 8e édition du Forum de Xiangshan.

Initiative lancée par Pékin en 2006, le Forum se veut être une enceinte de dialogue pour les affaires mondiales sécuritaires. Le colonel Zhao Xiaozhuo, directeur du bureau d'organisation de l'événement, explique la vision chinoise: « *Le développement de la paix est aujourd'hui confronté à de nombreux défis, avec la montée des mentalités de Guerre froide, de l'unilatéralisme, du protectionnisme, des tensions régionales, du terrorisme, des changements climatiques et des catastrophes naturelles.* » Face à ce constat, la Chine plaide en faveur d'accords gagnants-gagnants et choisit la thématique suivante « Nouvelles idées et nouvelles approches pour la gouvernance internationale de la sécurité » pour son forum. Bien que ses participants soient des représentants des cinq continents, la conférence est particulièrement dédiée à l'Asie-Pacifique. Avec le Forum de Xiangshan, la Chine souhaite surtout entrer en concurrence avec le Dialogue Shangri-La, la conférence internationale organisée à Singapour par l'International Institute for Strategic Studies (IISS) depuis 2002 qui porte aussi sur des enjeux sécuritaires. A l'heure actuelle, la résonance mondiale de l'événement chinois n'est pas encore parvenue à égaler celle du Dialogue Shangri-La.

CHINE - CHINA NATIONAL PETROLEUM CORP. ET SINOPEC DEVRONT BIENTOT CESSER D'IMPORTER DU PETROLE IRANIEN

Ce vendredi 26 octobre, le gouvernement chinois a demandé à la China National Petroleum Corp. (CNPC) et à Sinopec de suspendre l'importation de pétrole iranien. Les entreprises qui continueront à importer le pétrole iranien à partir du 4 novembre encourent le risque d'être privées d'accès au système financier américain.

Cette suspension ne pourrait être que temporaire et dépend de l'issue de négociations entre la Chine et les Etats-Unis. Pour l'Iran, il s'agit d'une nouvelle lourde de conséquences : elle perd l'un de ses meilleurs clients après l'arrêt total d'exportation pétrolière vers la Corée du Sud et le Japon ces derniers mois. L'Inde quant à elle, n'a pas cessé d'acheter du pétrole à l'Iran mais en a cependant limité la quantité (706 667 barils de pétrole par jour en juin 2018 contre 333 000 en octobre 2018).



JAPON - CONTROVERSE ENTRE LE JAPON ET LA COREE DU SUD AUTOUR DU PAVILLON DES FORCES NAVALES DE DEFENSE JAPONAISES

A l'occasion de la revue internationale de la flotte navale, qui s'est tenue en Corée du Sud ce mois-ci, Séoul a demandé que le vaisseau japonais censé y participer porte le drapeau national au lieu du pavillon des forces navales de défense.

Celui-ci, une variante du drapeau japonais qui ajoute seize rayons au disque solaire central, a en effet été utilisé par l'armée impériale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis interdit par le traité de San Francisco avant d'être réintroduit en 1954. Dans la péninsule coréenne, colonisée par le Japon de 1910 à 1945, le ressentiment à l'égard du Japon est toujours profond et ce drapeau est souvent perçu comme un symbole de l'impérialisme nippon. Le ministre de la Défense japonais a rejeté la demande de Séoul, arguant que le porter est une obligation légale, et le Japon a finalement annoncé qu'il ne participerait pas à l'évènement. Il s'agit donc d'un épisode de plus à inscrire dans le long et difficile traitement des questions mémorielles qui continuent à compliquer les relations entre les deux pays.

INDE - LA NATIONAL SECURITY GUARD INDIENNE SE MODERNISE

La National Security Guard a annoncé la semaine dernière l'acquisition de ses nouveaux-mini drones, construits par la société indienne Vortex UAS.

Composante force spéciale du Ministère de l'Intérieur, cette unité est spécialisée dans le contreterrorisme. Le ministre de l'intérieur Rajnath Singh a déclaré que ces nouveaux mini-drones « kamikazes », d'une taille de 10x25 cm, avait la capacité de s'autodétruire afin d'éliminer une menace dans un espace réduit. Cette unité spécialisée s'était déjà équipée de quatre mini-drones : les Black Hornet Nano - plus petits drones du monde construits par la société norvégienne Prox Dynamics - que seulement huit pays possèdent (dont la France ou encore l'Allemagne). Ces drones très performants, notamment pour la surveillance, sont pilotés à distance ce qui permet d'éviter les pertes humaines des Black cats (noms donnés aux soldats de cette unité).

AUSTRALIE - OUVERTURE DES INVICTUS GAMES A SYDNEY



Les Invictus Games se sont tenus à Sydney du 20 au 27 octobre 2018.

Initiés en 2014 par le duc de Sussex, le Prince Harry, les Invictus Games sont une rencontre sportive internationale dédiées aux membres des forces armées blessés, malades ou vétérans. Les jeux proposent 11 épreuves paralympiques. La première édition était à Londres, puis Orlando suivi de Toronto et maintenant Sydney. Le prince Harry souligne l'importance du sport dans le rétablissement et la rééducation des blessés de guerre. Plus de 500 militaires et civils ont participé à cette édition. La France fait partie des 18 nations participantes pour la première année. Elle a décroché la médaille de bronze en tir à l'arc grâce à Luc Berton, personnel civil de la défense employé sur la base aérienne de Nancy.



EUROPE

FRANCE – MODERNISATION DES AVIONS DE PATROUILLE MARITIME ATLANTIQUE 2

En sus de la rénovation de douze avions de patrouille maritime Atlantique 2 (ATL2) d'ores et déjà commandée, Florence Parly a annoncé la modernisation de six avions supplémentaires, à l'occasion du Salon Euronaval 2018.

L'extension de cette rénovation à 18 aéronefs – conformément aux dispositions entérinées par le rapport annexé à la loi de programmation militaire pour les années 2019 à 2025 – devrait ainsi permettre de « faire face à la résurgence de la menace sous-marine dans nos zones d'intérêts ». Le parc d'équipement de la Marine nationale compterait ainsi six ATL2 rénovés en 2021 (dont deux livrés en 2019).

D'après un communiqué de presse du ministère des Armées, ce projet allierait différents acteurs de l'industrie de défense. Ainsi, outre la participation historique de Dassault Aviation, Thales contribuerait au développement d'un nouveau radar *Searchmaster* – présentant une « technologie d'antenne active » similaire à celle utilisée pour le Rafale – tandis que Naval Group et le Service industriel de l'aéronautique du ministère des Armées (SIAé) seraient respectivement chargés du développement d'un logiciel de traitement de l'information et de l'évolution des consoles de visualisation.

FRANCE – AUDITION DU GENERAL JEAN-PIERRE BOSSER A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le mercredi 26 septembre, la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale entendait le général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre, au sujet de la loi de programmation militaire (LPM). Cette loi a été promulguée le 13 juillet dernier (voir l'audition du général Lecointre, chef d'état-major des armées, devant la même commission : <https://nemrod-ecds.com/?p=2442>), et l'armée de Terre se prépare désormais à en débiter l'application.

Le général Bosser est revenu sur un paradoxe de la situation actuelle de l'armée de



Terre, d'une part très mature, à l'issue de vingt-deux ans de professionnalisation, et solidement ancrée dans l'histoire et le territoire français, mais d'autre part très jeune - la majorité de des militaires de l'armée de terre ont entre 18 et 25 ans – et souffrant d'un “fort déficit (...) chez les officiers et les sous-officiers”.

Le général a également évoqué le moral qui “se maintient aujourd'hui à un niveau élevé”, mais qui dépend également de l'espoir suscité par le contenu de la LPM 2019-2025, et qui est par conséquent suspendu à la concrétisation rapide de mesures “à hauteur d'homme”. Le général Bosser insiste sur la mise en œuvre du “Plan Famille” ainsi, à titre d'exemple, que sur l'acquisition et la distribution au plus vite de nouvelles tenues de sport – la tenue actuelle ayant été conçus il y a plus de trente ans.

Le chef d'état-major de l'armée de Terre est revenu sur des mesures plus globales, comme le programme SCORPION (« synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'infovalorisation »), le remplacement à terme de l'hélicoptère Gazelle, le nouveau programme de contrôle de gestion lancé en 2015...

Une place importante a été accordée à la coopération militaire internationale : le général Bosser a, entre autres, évoqué le partenariat entre la *16th Air Assault Brigade* britannique et la 11^e brigade parachutiste française, qui forment ensemble l'*Airborne Combined Joint Expeditionary Force* (A-CJEF) et qui participeront avec des troupes américaines à l'exercice Falcon Amarante le mois prochain ; les forces de réaction de l'Otan – la *NATO Response Force* (NRF) et la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) – et les défis à venir de leur conciliation avec l'Initiative Européenne d'Intervention (IEI) ; les défis de la coopération technologique et industrielle avec les alliés de la France, concernant notamment les équipements de défense. Cette question tombe à pic, concomitamment au choix de la Belgique de renouveler ses forces aériennes avec des F-35 américains.

Le chef d'état-major de l'armée de Terre a enfin souligné l'importance de l'expression des besoins des militaires dans la planification de la défense : si, par exemple, l'industrie de la défense intervient souvent en proposant des innovations, elles sont loin d'être apportées en réponse systématique à un besoin identifiée au sein des troupes.

FRANCE – AUDITION DU GENERAL RICHARD LIZUREY A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le 16 octobre, le directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN) est intervenu devant les députés de la Commission de la défense nationale et des forces



armées, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2019.

Cette audition fut l'occasion pour le général Lizurey de rappeler son attachement au statut militaire des gendarmes, gage d'une « certaine rusticité et d'une grande efficacité » et synonyme d'« avantage décisif en situation de crise » : seuls des personnels militaires de la gendarmerie nationale avaient en effet pu être projetés afin de porter secours aux populations antillaises affectées par le passage de l'ouragan Irma en août 2017.

Plusieurs projets visent actuellement à soutenir la « pleine efficacité opérationnelle » de la gendarmerie nationale, qui repose en partie sur la complémentarité entre personnels civils et militaires : création d'un service ministériel des achats et d'une direction du numérique au sein du ministère de l'Intérieur, accentuation des efforts de mutualisation des services techniques et scientifiques de la police et de la gendarmerie ... tout en bénéficiant d'une hausse des crédits de paiement de 118 millions d'euros, hors compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » et d'une augmentation des effectifs portée en 2019 à 634 équivalents temps plein, qui permettront de renforcer les unités. Le général Lizurey a néanmoins confessé partager « l'analyse et le souhait » d'Aude Bono-Vandrome, rapporteure pour avis des crédits de la gendarmerie nationale. La députée de la République en Marche prône en effet la création d'une loi de programmation de sécurité intérieure, qui répondrait à la nécessité de « sanctuariser les budgets afin de fournir une visibilité à moyen terme aux responsables ».

Interrogé sur la baisse de 30% du nombre de réservistes au cours de l'année précédente, « douloureusement vécue localement » selon certains députés, et sur la possibilité de « sanctuariser les crédits alloués à la réserve », le directeur général de la gendarmerie nationale a rappelé les contraintes inhérentes à la loi de finances initiale. Celle-ci impose en effet une régulation budgétaire en 2018 et les crédits alloués à la réserve opérationnelle font partie de certains « levier de gestion », selon le général Lizurey. Ce dernier a toutefois salué d'une part le budget pour l'année 2019 – 98 millions de crédits, permettant ainsi de maintenir 30 000 personnels – et d'autre part la modification du système de paiement, qui permettra aux réservistes d'être payés par la même application que les personnels d'active et de recevoir ainsi leur solde plus rapidement – les réservistes convoqués par la gendarmerie nationale depuis le mois de septembre ne seront en effet payés qu'en 2019.

Admettant que le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) « traverse une période un peu difficile », le général Lizurey a indiqué avoir demandé une « réflexion en interne », qui viserait par exemple à intégrer les six antennes régionales du GIGN au sein d'une « vision globale de l'opération », tout en s'adaptant aux nouveaux paradigmes, illustrés notamment par une « logique de



tueries de masse, avec une cinétique extrêmement rapide ».

Les enjeux du renseignement territorial et de la coopération entre gendarmes et élus locaux, renforcée par la nomination d'un gendarme référent auprès de chaque maire – dans le cadre de la police de sécurité du quotidien en 2018 – ont également été évoqués le député Joaquim Pueyo. Si le général Lizurey reconnaît qu'il « reste apparemment des marges de progression », il a souligné l'accroissement de la fréquence des « réunions de travail réunissant l'ensemble des maires des communes relevant d'une compagnie territoriale pour que le commandant de compagnie et les commandants de brigade rendent compte de leur activité ».

Pour rappel, le projet de loi de finances pour 2019 prévoit de renforcer l'efficacité des forces de sécurité intérieure, en augmentant de 0,3 milliard d'euros des crédits de la mission « Sécurités » (police et gendarmerie nationales) par rapport à l'année précédente et leur en accordant 2 500 emplois supplémentaires. Au cours de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'était en effet engagé à recruter 7 500 policiers et 2 500 gendarmes supplémentaires au cours de son quinquennat.

BELGIQUE – ACHAT DE F-35 AMERICAINS, UN COUP DUR POUR L'EUROPE DE LA DEFENSE

Le Premier ministre belge Charles Michel l'a annoncé ce jeudi 25 octobre : la flotte aérienne nationale sera renouvelée par 34 avions américains F-35 de chez Lockheed Martin. Une claque pour les partenaires européens, dans un contexte de relance de la défense à l'échelle du continent.

Le verdict est tombé, corroborant les rumeurs : suite à la procédure d'appel d'offres de 3,6 milliards d'euros effectuée dans le cadre du programme ACCap [Air Combat Capability], et malgré la proposition française de partenariat stratégique bilatéral, ce ne sont ni les Typhoon du consortium européen Eurofighter, ni les avions Rafale du français Dassault qui viendront remplacer, à partir de 2013, les F-16 vieillissants du royaume belge. Ce dernier a opté pour les avions américains F35A ; une décision surprenante qui a suscité de vives critiques, notamment de la part de l'opposition.

De fait, la décision semble contestable, tant du point de vue technologique que de la rationalité économique. Premièrement, nombre d'experts remettent en question la furtivité et l'interconnectivité du F-35, dont il faut se rappeler qu'il n'est toujours pas en mesure de voler. Par ailleurs, les coûts du projet n'ont cessé de grimper face à des problèmes techniques croissants. Les pays qui ont déjà acheté l'appareil (soit



le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark) se plaignent de coûts cachés et de retombées industrielles moins importantes que celles promises à l'origine.

Finalement, les critiques dénoncent un choix politique regrettable, « une catastrophe pour la souveraineté stratégique de l'Union Européenne et pour l'industrie de la Défense européenne et wallonne », selon le député centriste belge Georges Dallemagne. Il ajoute : « À la veille de la visite du président Macron en novembre, ce choix constituerait une gifle pour les relations franco-belges, et au-delà, pour tous ceux qui cherchent redonner du souffle à une Union Européenne ambitieuse ».

BELGIQUE – APPROBATION DU PROJET DE COOPERATION *CAPACITE MOTORISEES (CAMO)* ET ACHAT DE 442 VEHICULES BLINDES A LA FRANCE

Le 25 octobre 2018, le Conseil des ministres belge a annoncé avoir approuvé le principe d'un accord intergouvernemental avec la France.

Cette annonce fait suite à la signature d'une lettre d'intention entre la France et la Belgique en juin 2017, concernant un renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine des armements terrestres.

Pour un total d'environ 1,5 milliard d'euros, la composante Terre belge souhaite acquérir 382 véhicules VBMR-GRIFFON et 60 ERBC-JAGUAR. Les véhicules seront livrés entre 2025 et 2030. L'accord porterait également sur un volet opérationnel, à travers des entraînements entre l'armée de Terre française et les militaires belges. Enfin, un bureau commun va être mis en place entre la Direction Générale de l'Armement (DGA) et son homologue belge, la Direction Générale des Ressources Matérielles (DGMR). Ce dernier servira notamment à une “concertation étroite en matière de besoins futurs”, selon le ministère des Armées.

Selon le communiqué du ministère des Armées, l'accord sera signé “prochainement par les autorités politiques des deux pays”.

ESPAGNE - LE PARLEMENT REJETTE L'ARRET DES VENTES D'ARMES A RIYAD

Le 21 octobre dernier, Angela Merkel avait annoncé la suspension des livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite suite à l'affaire Khashoggi. Elle avait exhorté autres



pays européens à suivre l'exemple. L'Espagne avait ainsi dans un premier temps envisagé l'annulation d'un contrat portant sur la vente de 400 bombes à guidage laser.

Cependant, le Parlement espagnol a repoussé le 23 octobre une motion exigeant la cessation des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite. Les socialistes – au pouvoir – et les conservateurs – principale force d'opposition – ont joint leurs voix contre la motion : un second contrat d'un montant de 1,8 milliard d'euros portant sur l'achat par l'Arabie Saoudite de cinq corvettes produites par l'entreprise publique de chantiers navals Navantia est en jeu.

ALLEMAGNE – SUSPENSION DE VENTE D'ARMES A L'ARABIE SAOUDITE

Ce vendredi 26 octobre, lors d'une visite à Prague, la chancelière fédérale Angela Merkel a confirmé la suspension des ventes d'équipement militaire de l'Allemagne à l'Arabie Saoudite, déjà annoncée dimanche dernier. “De notre côté, nous avons dit qu'il faut éclaircir ce qui constituaient les dessous de ce crime horrible et jusque-là nous n'allons pas fournir d'armes à l'Arabie Saoudite” a déclaré Angela Merkel. La déclaration de la chancelière allemande a aussi été l'occasion d'évoquer l'autre motif de mise à l'index de l'Arabie Saoudite sur le plan commercial et diplomatique, à savoir la guerre du Yémen. “J'ai aussi dit ce qui me tient beaucoup à cœur, à savoir que l'Arabie Saoudite doit tout faire pour résoudre la situation humanitaire urgente au Yémen. Il y a en ce moment des millions de personnes en proie à la faim, nous sommes témoins de l'une des plus grandes catastrophes humanitaires”.

Lundi 22 octobre, son ministre de l'économie Peter Altmaier avait incité les partenaires européens à suivre l'exemple allemand à l'égard de Ryad, en affirmant que “Si tous les pays européens se mettent d'accord, (...) cela impressionnera le gouvernement de Ryad”.

ITALIE – DES PROGRAMMES D'ARMEMENT ANNULES OU REPORTEES

Le 21 octobre dernier, la ministre italienne de la Défense Elisabetta Trenta avait annoncé l'annulation du projet de fusion des états-majors dans le quartier Centocelle à Rome. Exemple d'une politique d'annulation et de reprogrammation en matière de défense qui se confirme.

Le bras de fer entre la Commission européenne et le gouvernement de coalition



italien au sujet du nouveau Projet de Loi de Finances se poursuit, Bruxelles dénonçant une violation du pacte de stabilité et de croissance. Dans le domaine de la défense, le gouvernement de la péninsule envisage finalement de procéder à une coupe budgétaire de 450 millions d'euros afin d'assumer les dépenses prévues dans les sphères sociale, fiscale et industrielle.

Pour ce faire, il s'agira dans un premier temps d'étaler des commandes d'équipements, en ralentissant les livraisons d'avions américains F-35A et B, dont 90 exemplaires avaient été commandés. L'achat du système de défense surface-air CAMM-ER, de MBDA, serait quant à lui reporté d'un an, voire possiblement annulé.

Par ailleurs, 370 millions d'euros devraient être dégagés par la suspension, dès l'année prochaine, des livraisons d'hélicoptères NH-90. 116 exemplaires avaient été commandés dans les versions terrestre et navale. Le même sort serait réservé au projet de modernisation des Panavia Tornado de l'*Aeronautica Militare*.

ROYAUME UNI – LES FEMMES POURRONT SERVIR DANS TOUS LES METIERS DE L'ARMÉE BRITANNIQUE

Gavin Williamson, le ministre de la Défense du Royaume-Uni, a annoncé à l'horizon avril 2019 l'ouverture aux femmes de l'intégralité des métiers de l'armée britannique, notamment les unités les plus prestigieuses comme le *Special Air Service* (SAS). Cette décision s'inscrit dans un mouvement d'ouverture initié en 2016, qui consiste en la levée progressive des interdictions faites aux femmes de servir dans certaines spécialités, notamment l'infanterie. Pour mémoire, au 1^{er} avril 2018, les personnels féminins représentaient 10,2% des forces armées britanniques, contre 15,5% pour l'armée française (chiffres du ministère des Armées).



PROCHE & MOYEN ORIENT

ISRAËL : 680 MILLIONS D'EUROS DE CONTRATS MILITAIRES AVEC L'INDE

Israel Aerospace Industries (IAI) a annoncé mercredi 24 octobre avoir remporté une commande de 777 millions de dollars (680 millions d'euros) pour un système de défense pour la marine indienne.

L'accord passé avec Bharat Electronics Limited, appartenant à l'État indien, fait suite à une commande de 630 millions de dollars (551 millions d'euros) passée l'année dernière. Il prévoit la fourniture de la version marine du système de défense anti-aérien et antimissile Barak 8 à sept navires de guerre. La plus grande société de défense israélienne, IAI, appartenant à l'État, a déclaré que les ventes mondiales du système Barak 8 s'élevaient maintenant à plus de 6 milliards de dollars.

La Russie reste de loin le plus gros fournisseur d'armes de l'Inde. Lors d'une visite la semaine dernière, le président Vladimir Poutine a remporté une commande pour le système de défense antimissile sol-air S-400, d'une valeur de 5,2 milliards de dollars. Mais comme les États-Unis ont imposé des sanctions aux pays qui achètent du matériel militaire russe, l'Inde a cherché à diversifier ses fournisseurs

LIBYE : LE MARECHAL HAFTAR DEVRAIT SE RENDRE EN SICILE EN NOVEMBRE

Khalifa Haftar, le commandant militaire contrôlant l'est de la Libye, aurait confirmé au ministre italien des Affaires étrangères le 27 octobre qu'il participerait à une conférence en Sicile le mois prochain dans le but de réconcilier les factions rivales dans la nation nord-africaine. La réunion se tiendra les 12 et 13 novembre à Palerme et réunira des acteurs-clés de la Libye et de l'étranger.

La chancelière allemande Angela Merkel fait partie des dirigeants étrangers qui devrait y assister. Les États-Unis, la Russie et la France ont également promis d'envoyer des représentants de haut niveau. L'Italie tient particulièrement à faire en



sorte que Haftar soit présent. Son absence compromettrait un règlement politique pour mettre fin au cycle de violence en Libye. L'Armée nationale libyenne (ANL) de Haftar a capturé l'an dernier Benghazi, la deuxième ville du pays, en expulsant des militants islamistes et d'autres combattants. Il est le principal rival du Premier ministre Fayezi al Sarraj, qui dirige un gouvernement de transition basé à Tripoli, sous l'égide de l'ONU. Alors qu' Al-Sarraj est fermement soutenu par l'Italie, Haftar bénéficie du soutien de l'Égypte et des Émirats arabes unis.

OMAN : ISRAËL DOIT-ETRE CONSIDERE COMME UN ETAT DANS LA REGION

Oman a décrit Israël comme un "État" au Moyen-Orient, un jour après la visite surprise du Premier ministre israélien à Mascate. Lors d'un sommet sur la sécurité tenu à Bahreïn le 27 octobre, le ministre des Affaires étrangères d'Oman a déclaré que le sultanat proposait des idées pour aider Israël et les Palestiniens dans leurs efforts pour assurer la paix dans la région mais qu'il n'agissait pas en tant que médiateur. "Israël est un État présent dans la région et nous le comprenons tous. Le monde est également conscient de ce fait. Peut-être qu'il est temps qu'Israël soit traité de la même façon [que les autres Etats] et assume les mêmes obligations." Les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques et la dernière visite de ce niveau remonte à celle de Shimon Pères en 1996. Le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn, Khalid bin Ahmed al-Khalifa, a exprimé son soutien à Oman pour le rôle du sultanat dans la tentative de sécuriser la paix israélo-palestinienne, tandis que le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, a déclaré que la clé pour normaliser ses relations avec Israël était le processus de paix.

SYRIE : REVERS POUR LES FORCES DEMOCRATIQUES SYRIENNES

Daech a repoussé samedi 27 octobre la coalition de forces kurdes et arabes soutenue par les Etats-Unis dans l'est de la Syrie, tuant des dizaines de combattants.

Un commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS) a confirmé à l'agence de presse AFP que les FDS se retiraient de la poche de Hajin près de la frontière irakienne, sept semaines après le début de l'offensive. Profitant de tempêtes de



sables qui gênées la couverture aérienne de la coalition, Daech a utilisé des kamikazes pour s'attaquer aux positions tenues par les FDS. De plus la méconnaissance du terrain par les troupes de FDS auraient joué en leur défaveur face aux combattants de Daesh. Plus de 300 combattants des FDS et environ 500 combattants de Daech auraient été tués au cours des sept dernières semaines de combats. La coalition estime qu'il reste 2 000 combattants de l'EI dans la région de Hajin. La présence de Daech a été réduite à des parties du vaste désert de Badia, également à l'est, et à Hajin.



RUSSIE

RUSSIE - LES REACTIONS DE MOSCOU FACE AU RETRAIT AMERICAIN DU FNI

Le samedi 20 octobre, alors que son conseiller à la sécurité nationale John Bolton s'apprêtait à se rendre à Moscou, Donald Trump a annoncé le retrait des Etats-Unis du traité sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI).

Le président américain a justifié cette décision par le non-respect du traité par la partie russe, qui, selon lui, fabrique des missiles proscrits par le FNI, faisant notamment référence au missile russe 9M729 "Novator", dont la Russie a finalement reconnu l'existence mais toujours nié sa non-complémentarité avec le traité. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déploré le manque d'informations crédibles fournies par la Russie quant au développement de ce missile. Il a par ailleurs indiqué qu'en l'absence de réponse russe, l'hypothèse d'une violation du traité restait plausible. Sergueï Riabkov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, s'est inquiété du retrait américain et a annoncé que de telles décisions unilatérales finiraient par engendrer des mesures de rétorsion, notamment concernant la technologie militaire. Les sources russes ont par ailleurs accusé Washington d'avoir délibérément saboté l'accord depuis de nombreuses années et indiquent que cette décision intervient dans le cadre de la politique américaine actuelle visant à se délester de toute responsabilité. Alexeï Pouchkov, sénateur russe, dénonce également les coups portés par les Etats-Unis à la stabilité et à la sécurité internationale. Enfin, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a quant à lui annoncé que la Russie serait contrainte de « rétablir l'équilibre de la force militaire » si Washington venait à confirmer son retrait de l'accord, signifiant que Moscou n'hésitera pas à renforcer son arsenal militaire.

En se retirant du traité, Washington ne vise pas seulement la Russie mais aussi la Chine. Le pays n'étant pas lié par le traité, il développe son outil militaire de manière significative depuis quelques années et met en place des stratégies de "dédié d'accès". Les Etats-Unis souhaitent probablement se libérer d'une contrainte pour pouvoir rivaliser dans la "compétition stratégique" se jouant avec la Russie et la Chine.

RUSSIE - LE PARLEMENT EUROPEEN DENONCE L'ACTIVITE RUSSE EN MER D'AZOV



N.B : Pour un résumé de la situation en mer d'Azov, voir « La mer d'Azov, nouvel épicode de tensions russo-ukrainiennes » (semaine du 1er au 8 octobre).

Le 22 octobre, le parlement européen a adopté une résolution condamnant les actions russes en mer d'Azov.

Les auteurs du document considèrent que la Russie viole le droit international, contribue à l'escalade des tensions dans la région et freine la circulation des navires Ukrainiens. La résolution dénonce en particulier les contrôles fréquents opérés par les Russes sur les navires marchands ukrainiens et l'érection du pont de Crimée - actions qui s'apparentent selon Kiev à un véritable blocus économique - ainsi que la mainmise de Moscou sur les hydrocarbures de la région. La résolution s'inquiète enfin de la militarisation de la zone, rendant possible une escalade rapide en cas d'incident. Le document prévoit également un renforcement éventuel des sanctions imposées à la Russie et propose la création d'un poste de représentant spécial de l'Union Européenne pour la Crimée et le Donbass.

Le 12 octobre, le président Ukrainien Petro Porochenko a pour sa part signé un décret *Des mesures urgentes de protection des intérêts nationaux au Sud et à l'Est de l'Ukraine, dans la mer Noire, la mer d'Azov, et le détroit de Kerch*, dont le texte n'a pas été rendu public. Le président a également communiqué via sa page facebook des exercices militaires de défense des côtes, ajoutant *“Nos militaires sont prêts à répondre à une agression russe d'origine maritime dans la région d'Azov”*.

RUSSIE – LE MINISTERE DE LA DEFENSE DENONCE UNE ATTAQUE AMERICAINE DE DRONES CONTRE LES BASES RUSSES EN SYRIE.

Le 25 octobre, lors d'une séance plénière du Forum de Xiangshan sur la sécurité, à Pékin, Alexandre Fomine, le vice-ministre de la Défense russe, a accusé les États-Unis d'avoir mené une mystérieuse attaque simultanée de 13 drones le 6 janvier dernier contre les bases russes de Hmeimim et de Tartous en Syrie.

Le 8 janvier, l'état-major russe avait accusé un « *pays doté de hautes technologies* » d'avoir piloté ces drones chargés d'explosifs. Selon M. Fomine, les drones étaient contrôlés manuellement depuis un avion de reconnaissance américain *Poseidon-8*, qui patrouillait au moment de l'attaque. Après avoir été repérés, ils avaient été immédiatement détruits par les forces russes et aucun dégât n'avait eu lieu. Toutefois, on peut douter de la véracité des déclarations de ce responsable russe. D'après des photographies de trois des drones interceptés publiées par le journal



français *Le Monde*, la conception de ces drones était tout à fait rudimentaire. Le Pentagone avait par ailleurs qualifié ces accusations d'irresponsables en janvier dernier en mettant en avant le manque de sophistication de ces engins. Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin, n'a pas tardé à qualifier ces informations d'"alarmantes" et n'exclut pas les "*conséquences politiques*" pour les Etats-Unis. On peut se demander dans quel but les responsables russes ont-ils décidé de réitérer leurs accusations à l'encontre des Etats-Unis plus de dix mois après l'attaque.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, , Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion, Gustav Abolgassemi

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpou

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne